

Pau, le **10 NOV. 2023**

ARRETE N° AP-2023-0382

LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;
Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.413-14 ;
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;
Considérant la création de deux plateaux surélevés avenue Jean Biray afin d'assurer la sécurité des usagers et des riverains ;
Considérant que l'installation d'un plateau surélevé nécessite de limiter la vitesse des véhicules au droit dudit dispositif ;
Considérant qu'il convient dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publiques, de limiter la vitesse des véhicules avenue Jean Biray ;

ARRETE :

ARTICLE 1^{er} – Tout conducteur abordant les plateaux surélevés créés avenue Jean Biray au droit des intersections formées par l'avenue avec :

- la voie d'accès au parking du conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques,
- le carrefour à sens giratoire menant au parking courte durée de la gare,

est tenu de réduire son allure à la vitesse maximale de 30km/h.

ARTICLE 2 – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

ARTICLE 3 – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

ARTICLE 4 – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « www.telerecours.fr », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

ARTICLE 5 – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **10 NOV. 2023**


Clarisse JOHNSON LE LOHER
Pour le Maire et par délégation
L'Adjointe au Maire